



## APPEL A PROJET

*Extension du dispositif expérimental dédié à la prise en charge des mineurs non accompagnés (MNA) dans le département de l'Oise.*

## CAHIER DES CHARGES

### **I - Contexte général :**

Depuis la mise en place, le 31 mai 2013, d'un dispositif national de mise à l'abri, d'évaluation et d'orientation des mineurs non accompagnés, le Conseil départemental de l'Oise est de plus en plus sollicité pour l'accueil de ces jeunes et a dû s'adapter à cette nouvelle réalité.

Le Conseil départemental a, dans un premier temps, dans le cadre de son schéma départemental enfance famille 2015-2019, fait appel à des partenaires associatifs afin d'adapter l'offre de services et ainsi permettre que des solutions puissent être proposées en vue de l'accueil de ces jeunes.

Deux appels à projets a donc été lancés en 2018 et 2019, mais au regard du nombre actuel de mineurs non accompagnés pris en charge dans l'Oise, le Conseil départemental lance un troisième appel à projets, toujours dans la perspective de diversifier les modalités d'accueil et de prises en charge en lien avec les besoins des MNA.

### **II – Objet de l'appel à projet :**

Conformément au schéma départemental enfance famille, le présent appel à projets porte sur l'extension du dispositif expérimental dédié à la prise en charge des mineurs non accompagnés dans le département de L'Oise.

Les profils des mineurs non accompagnés (MNA) diffèrent de ceux des autres enfants accueillis en protection de l'enfance. En effet, les caractéristiques de ce public reposent sur leur parcours migratoire auquel s'ajoute le décalage linguistique et culturel. Leur niveau

d'adaptation, leur autonomie conduisent à mettre en place des prises en charge spécifiques et différentes des mineurs habituellement accueillis.

Dans le cadre de la reconfiguration globale de l'offre de services, en lien avec les deux premiers appels à projets, le département souhaite étendre son dispositif expérimental destiné aux mineurs non accompagnés par la mise en œuvre d'un nouvel appel à projets, découpé en 2 lots distincts :

- 1er lot : Service d'accueil et de mise à l'abri (SAMA) pour 80 MNA, reposant sur des structures sociales-hôtelières basées sur Creil et sur Beauvais
- 2eme lot : Services d'hébergement et d'accompagnement pour 150 MNA qui devront de préférence, être répartis à proximité des pôles urbains de l'Oise (Beauvais, Creil, Compiègne, Méru) afin d'accompagner les mineurs vers une insertion sociale et professionnelle.

Le présent appel à projet donnera lieu à une décision d'autorisation de l'établissement en application des dispositions du code de l'action sociale et des familles.

### **III - Cadre légal :**

**Les références normatives liées à la mission sont les suivantes :**

- Loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,
- Loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance,
- Circulaire interministérielle du 25 janvier 2016,
- Loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant,
- Décrets du 24 juin et du 1er juillet 2016 relatifs à l'accueil des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille.

### **IV - Public concerné :**

L'organisme devra prendre en charge, pour des séjours de durée variable, n'excédant pas la majorité, des mineurs non accompagnés (garçons et filles âgés de 16 à 18 ans) confiés par le Département de l'Oise suite à une décision administrative, judiciaire du Juge des enfants ou du juge des Tutelles :

- Pour le lot 1 : jeunes se présentant comme MNA en cours d'évaluation ou MNA orientés par d'autres départements.
- Pour le lot 2 : jeunes évalués MNA pour lesquels un projet d'accueil et d'accompagnement doit être mis en place.

**Le contexte** : le premier accueil des jeunes se disant mineurs non accompagnés est effectué par le Département au travers de sa cellule MNA basée à Beauvais, pendant ses horaires d'ouverture entre 8h30 et 17h30, du lundi au vendredi hors jours fériés, ainsi que lors des astreintes de protection de l'enfance (astreinte téléphonique départementale en dehors des horaires d'ouverture des services, pendant les week end et les jours fériés).

L'évaluation est réalisée par le Département, selon la grille nationale d'évaluation, au travers d'un entretien avec le jeune, dans sa langue maternelle. Elle rend compte de l'analyse de l'évaluateur du parcours du jeune, de son discours, de la validité des documents d'identité présentés au regard de ses connaissances spécifiques en la matière.

### **V - Lot 1 : mise en place d'un service d'accueil et de mise à l'abri (SAMA) pour 80 places**

L'objectif est que les jeunes se présentant comme mineur non accompagné sur le département puissent être accueillis immédiatement :

- après leur évaluation par la cellule départementale MNA de Beauvais,
- ou suite à une réorientation par la cellule nationale,
- ou lors d'une présentation spontanée lors des astreintes départementales de protection de l'enfance

La mise à l'abri dure jusqu'à la détermination de minorité ou de majorité et sera réalisée dans une structure collective où une surveillance éducative existe.

Le SAMA devra être ouvert toute l'année de façon permanente et devra procéder aux admissions en urgence.

**Le séjour** a pour objectif :

- De permettre la poursuite de l'évaluation engagée par la cellule départementale (attente d'authentification documentaire...)
- d'affiner la connaissance du jeune (ses appétences, ses ressources, ses freins), de déterminer avec lui son projet éducatif et/ ou de formation, de mettre en place son parcours santé.
- D'être de courte durée (n'excédant pas 6 mois) et devra aboutir à des préconisations et mise en œuvre de son orientation en lien avec les services départementaux (cellule MNA et dispositif de régulations des places d'accueil).

**Les axes d'intervention :**

- être en lien avec le Département qui reste garant du parcours du jeune.
- accompagner les jeunes dans les débuts de l'apprentissage du français en lien avec les dispositifs existants dans l'Oise;
- prendre en compte les difficultés liées à leur parcours de vie et leur histoire familiale ;
- permettre l'apprentissage des notions d'engagement et de responsabilité et notamment le respect de la loi ;
- s'assurer de l'intégration et du respect des règles de vie en groupe ;
- favoriser la socialisation ;
- assurer le suivi, l'accompagnement, le contrôle et l'évolution de la situation du jeune ;
- être vigilant au respect du règlement de fonctionnement de l'établissement et les règles de vie du groupe ;
- permettre des activités occupationnelles, sportives et de loisirs ;
- assurer le suivi médical en cas de problème de santé en lien avec la DEF (médecin référent des enfants confiés au service ASE) qui se mettra en lien avec la Permanence d'Accès Aux Soins, les Centres Hospitaliers, afin que la situation administrative du jeune en matière de protection sociale puisse être régularisée.

**Le financement** : Il est souhaité que le coût journalier à la charge du Département pour la prise en charge de ces MNA n'excède pas 65 €. Ce coût doit nécessairement garantir un accompagnement de qualité pour les jeunes accueillis.

Le gestionnaire doit établir un budget détaillé pour le lot concerné.

**Les moyens mis en œuvre :**

- Moyens humains :

Le personnel doit se composer d'un temps de direction et d'un temps administratif. Concernant l'encadrement éducatif, le personnel doit avoir une connaissance de la population étrangère. Il devra répondre aux conditions de sécurité dans le cadre d'un accompagnement nécessairement resserré compte tenu de la courte durée d'accueil.

- Moyens matériels :

L'organisme devra avoir recours à des structures existantes sur Creil et Beauvais. Les résidents devront bénéficier des prestations liées à leur accueil : vêtements, hygiène, transports, l'alimentation étant assurée par le responsable de la structure.

L'organisation mise en place devra permettre de garantir la bonne mise en œuvre des prestations demandées.

**La durée de l'autorisation** : 2 ans qui pourra faire l'objet de reconduction au regard des besoins identifiés dans la limite de cinq années tel que prévu à l'article L313-7 du code de l'action sociale et des familles.

**VI - Lot 2 : Services d'hébergement et d'accompagnement pour 150 places**

**Le séjour** a pour objectif :

- D'accueillir et d'accompagner des jeunes âgés de 16 à 18 ans ;
- d'affiner la connaissance du jeune (ses aptitudes, ses ressources, ses freins), de déterminer avec lui son projet éducatif et/ ou de formation,
- de mettre en place son parcours santé.

**Les axes d'intervention :**

- être en lien avec le Département qui reste garant du parcours du jeune.
- accompagner les jeunes dans les débuts de l'apprentissage du français en lien avec les dispositifs existants dans l'Oise;
- prendre en compte les difficultés liées à leur parcours de vie et leur histoire familiale ;
- permettre l'apprentissage des notions d'engagement et de responsabilité et notamment le respect de la loi ;
- s'assurer de l'intégration et du respect des règles de vie en groupe ;
- assurer le suivi, l'accompagnement, le contrôle et l'évolution de la situation du jeune ;
- être vigilant au respect du règlement de fonctionnement de l'établissement et les règles de vie du groupe ;
- permettre des activités occupationnelles, sportives et de loisirs ;
- assurer le suivi médical en cas de problème de santé en lien avec la DEF (médecin référent des enfants confiés au service ASE) qui se mettra en lien avec la

Permanence d'Accès Aux Soins, les Centres Hospitaliers, afin que la situation administrative du jeune en matière de protection sociale puisse être régularisée.

- La participation et la responsabilité des jeunes dans le fonctionnement (entretien des locaux, préparation des repas, etc.) du lieu d'hébergement devront être suscitées.
- de renforcer l'autonomie des jeunes sur les volets suivants :
- le volet de l'insertion socioprofessionnelle afin de permettre une intégration adaptée,
- la constitution du dossier visant la régularisation en lien avec les services de la préfecture,

Tous ces projets devront obtenir la validation, par le biais de l'élaboration du Projet Personnalisé de l'Enfant (PPE), de la cellule MNA de Beauvais (par délégation de la Présidente du conseil départemental), en charge de coordonner les parcours des jeunes.

Les services d'accompagnements devront être ouverts toute l'année et de façon permanente.

L'accompagnement social et éducatif, ainsi que l'hébergement du MNA cessent à sa majorité, date à laquelle le jeune a la possibilité d'être pris en charge par les dispositifs de droits communs et/ ou de bénéficier d'une mesure d'aide à domicile (à l'appréciation du service ASE).

**Le financement** : Il est souhaité que le coût journalier à la charge du Département pour la prise en charge de ces MNA soit de l'ordre de 55 €. Ce coût doit nécessairement garantir un accompagnement de qualité pour les jeunes accueillis.

Le gestionnaire doit établir un budget détaillé.

**Les moyens mis en œuvre** :

- Moyens humains :

Le personnel doit se composer d'agents de direction et d'agents administratifs. Concernant l'encadrement éducatif, le personnel doit avoir une connaissance des populations étrangères et des droits et obligations les concernant. L'encadrement veillera à répondre aux conditions de sécurité nécessaires ainsi qu'à la mise en œuvre d'un accompagnement resserré et de proximité compte tenu de la courte durée d'accueil.

La surveillance de nuit sera assurée par un veilleur de nuit.

- Moyens matériels :

L'organisme devra proposer des locaux adaptés à la prise en charge de mineurs qui répondront aux normes de sécurité et d'accueil du public.

Les résidents devront bénéficier des prestations liées à leur accueil (alimentation, vêtements, hygiène, transports).

L'organisation mise en place devra permettre de garantir la bonne mise en œuvre des prestations demandées.

**La durée de l'autorisation** : Conformément aux articles L.313-7 et R.313-7-3 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation sera accordée pour une durée de deux ans renouvelable une fois au vu des résultats positifs d'une évaluation.

Une convention financière pluriannuelle de 2 ans, renouvelable une fois, conformément à l'autorisation délivrée, sera établie à l'issue de la procédure de sélection des projets entre le département et la personne physique ou morale gestionnaire du projet sur la base de l'offre financière présentée par le candidat qui devra correspondre au coût journalier indiqué par le Département dans l'appel à projets.

## **VII - Suivi, bilan et contrôle des actions financées :**

Il appartient à l'organisme de faire un rapport d'activités selon les modalités suivantes. Un bilan mensuel d'activité sera effectué sous forme de tableaux de bord ainsi qu'un rapport d'activité annuel

Sur l'activité :

- Nombre de places mobilisées par jour,
- Liste nominative des jeunes présents au quotidien
- Taux de rotation des flux
- Actions engagées et résultats obtenus

Sur l'accompagnement :

- Respect des procédures mises en place par la direction enfance famille
- Notes et rapports sur chaque situation
- Elaboration du projet pour l'enfant
- Remontée des incidents
- Participation aux réunions de synthèse

Sur le bilan financier : Un bilan financier reprenant les moyens effectivement mis en œuvre, les actions réellement mises en œuvre et les résultats obtenus

S'agissant des instances de suivi, une réunion trimestrielle devra être organisée avec les services du département afin de rendre compte et d'adapter le dispositif le cas échéant.